

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 291
VENDREDI 30 NOVEMBRE 1951
LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

CORÉE OUBLIÉE...

Si à Pan-Mum-Jom l'accord s'est fait sur un point essentiel de l'ordre du jour de la Commission d'armistice, cela ne signifie pas pour autant la cessation des hostilités. Gouvernements et militaires professionnels ne sont pas si pressés, et ils montrent bien la mépris qu'ils ont de l'existance de ceux qu'ils commandent.

Plus de quatre mois se sont écoulés depuis l'ouverture des négociations de Kaesong en juillet. Quarre mois de palabres pendant lesquels des centaines de milliers d'hommes ont souffert, sont tombés ! Gageons que si les individus des deux camps sur lesquels reposait le sort des négociations d'armistice avaient durant cette période risqué journalement leur peau, souffert de tout ce que souffrent ceux qu'ils poussent au carnage avec tant de désinvolture, les accords eussent été faits avec plus de célérité.

Néanmoins, il ressort de toute évidence que pour des raisons tactiques, stratégiques, économiques, les deux parties belligérantes ont le désir commun de suspendre là une expérience

Louis BLANCHARD.
(Suite page 4, col. 6.)

Congrès R.P.F. Troubles au Groupe à Nancy « Paysan »

DE GAULLE AU CARREFOUR DE L'IMPUISSEANCE

LES assises nationales du R.P.F. viennent de se tenir à Nancy.

Rien de bien neuf quant au fond de la pensée (si l'on ose écrire !) R.P.F. Mais deux signes, dans la succession des discours, doivent retenir notre attention.

D'une part, le R.P.F. n'accepte pas de participer à une majorité si le gouvernement n'est pas associé par De Gaulle et les phrases de Soutelle (« Nous ne voulons pas de replâtrage ») et de Terrenoire (« Notre but est le pouvoir mais pas dans n'importe quelles conditions ») sont significatives.

D'autre part, le R.P.F. tient à se distinguer de la réaction classique, des conservateurs. Il se fait le champion des classes travailleuses et surtout des classes moyennes en voie de prolétarisation.

Ainsi, le R.P.F., au moment où il lui serait possible, à peu de frais, de participer au pouvoir, s'y refuse. Il hésite à participer au pouvoir dans le cadre (même bien verroulé) d'une Constitution qu'il combat. Il a surtout la notion de son impuissance. Les partis de la majorité se discredent chaque jour. Le R.P.F. pense devoir garder sa virginité pour des temps plus favorables, lorsque le pouvoir pourra être assez absolu pour briser toute opposition, pour museler toute critique. Par exemple, dans la panique de menaces ouvertes de guerre.

Et pour ne pas avoir à refuser trop visiblement les responsabilités, le R.P.F. pose à l'annonce des conditions difficiles, menace et insulte même la Présidence de la République. Un orateur n'a-t-il pas parlé du « grand maroquinier du faubourg Saint-Honoré » ?

La démission de M. Antier du Gouvernement, l'orage à l'intérieur du groupe « paysan » qui s'en est suivi, risquent donc seulement d'affaiblir la majorité. Mais les avances de quelques « paysans » ne suffiront pas à faire sortir le R.P.F. de sa réserve.

Ce qui est probable, c'est que la chute — plutôt

FONTENIS.

CHEZ LES AUTRES...

TOUTE HONTE BUE

La France a eu des petits ennuis — oh ! symboliques — à l'O.N.U. Certains avaient estimé nécessaire de soulever notre problème colonial. C'était plus que n'en pouvait supporter « L'AURORE ». Ce journal sans idées, sans politique et sans talent qui se mêle des affaires de tous, qui aujourd'hui englobe l'Angleterre, hier la Suède et demain les Indes, qui a attaqué ou attaquaient violemment la politique de tous les gouvernements de la terre avec l'habileté et le discernement d'un jeune chiot traversant un jeu de quilles, ce journal de pipette pour petite bourgeoisie obtut le 25 novembre :

« La France n'a pas de complicité à rendre. Les populations marocaines (et tunisiennes) reconnaissent envers notre œuvre, sans failles, condamnent les provocations... etc. »

Pour bien assortir une telle déclaration, nous conseillons à « l'Aurore » de publier le résultat des élections. C'est une preuve, ça, non ?

Faut bien amuser le lecteur.

R. CAVAN.

M. COURANT
VOUS FAIT MARCHER

« FRANC-TIREUR » du 25 novembre rapporte les paroles historiques du ministre du Budget — un nommé Courant, paraît-il — prononcées la veille, lors de la séance de la Chambre :

« Sachez ceci : si les impôts sont lourds, c'est qu'il y a trop de fraudeurs. »

Un quelconque charcutier, voire un marchand de « quatre-saisons » rétorquerait que s'il y a tant de fraudeurs c'est parce que les impôts sont lourds. Mais d'un marchand de quatre-saisons on ne fait pas un ministre. D'abord il vend la salade comestible, lui, et ensuite Orangueville serait capable de dire des incongruités en pleine chambrière. Par exemple : « Si les impôts sont lourds, c'est qu'il y a trop de militaires, trop de guerre, trop de gros profiteurs. »

Quand on a l'âme simple et pleine de bon sens, quand on n'est pas ministre, quand on ne prend pas son mal à bras, pour une andouille...

R. CAVAN.

IL FAUT EMPAILLER BENAZET

Dans « L'AURORE » du 25 novembre on trouve cette question posée au Ministre de la Guerre hollandais :

« Voyons, Monsieur Cornelis Staf, seriez-vous un humoriste qui s'ignore ? »

Quel est le journaliste posé et sérieux qui peut se permettre sans risque de traiter quelqu'un de plaisantin ? Quel est l'homme intelligent et spirituel qui peut sans faire rigoler le monde à ses dépens, se permettre de s'opposer à un ministre de la Guerre d'humour inviolable ?

On vous le donne en mille.

(Suite page 2, col. 6.)

le 8 décembre
Grand
Meeting
anticolonialiste
de solidarité
au
VEL' D'HIV'

tous les détails
dans le
“ LIB ”
du 7 décembre
le « Libertaire » sera diffusé
à l'entrée

lecteurs que nous avons prié Idir Amazit, de consacrer un article à cette question :

D EJA fortement handicapés ces derniers temps par la lutte sévère qu'ils engagent pour leur affranchissement total de l'imperialisme britannique, les pays arabes se trouvent devant un nouveau dilemme posé par la course aux armements. Il s'agit pour eux de prendre position vis-à-vis du bloc atlantique sur ses propres sollicitations. Les observateurs occidentaux espéraient sérieusement mettre les Arabes dans leur jeu, jusqu'à ces derniers événements d'Iran, d'Egypte et du Maroc qui sont venus poser le problème sur le terrain de la clarté.

Les pays arabes qui ont proclamé publiquement leur neutralisme, sont forcément plus près du monde occidental en dépit de toutes ses vicissitudes, que du bloc russe, et auraient certainement pris une position favorable aux atlantiques si ces derniers les oppriment encore avaient fait preuve d'une certaine compréhension quant à la satisfaction des revendications des peuples du Moyen-Orient.

Deux problèmes majeurs se trouvent donc posés parallèlement. D'une part l'organisation défensive du Moyen-Orient pour la défense du « monde libre » contre le « péril communiste », d'autre part, la lutte de ce même Moyen-Orient pour sa propre liberté.

Il ressort la quelque chose de contradictoire, à savoir que les Arabes op-

primés sous diverses formes par des nations atlantiques qui ne sont nullement pressées de les affranchir, ne considèrent pas le « monde libre » comme étant le monde de la liberté. Partant de ce raisonnement qui possède des bases solides, on comprendra leur réticence à se joindre à une cause qui n'est la leur qu'en très faible partie, d'autant plus que pour eux le « péril communiste » est hypothétique et lointain, si l'on considère qu'au moyen-Orient l'Iran mise à part, le stalinisme est pratiquement inexistant.

Notons que la propagande française aux Etats-Unis, inspirée par Pertinax, est pour beaucoup dans l'opposition de l'Occident aux franchises réclamées par les peuples arabes au Moyen-Orient.

En vérité, pour l'imperialisme du taureau gaulois, le « péril » du nationalisme arabe est un épouvantail bien Idir. AMAZIT.

(Suite page 2, col. 2.)

La grande muette

NE cherchez plus ! Elle a cent noms et un seul visage, elle ne laissera pas passer un navet social, artistique, littéraire ou autre, sans acclamer, surenchérir et travailler du superlatif, pas une putain de la politique ou du cinéma ne débarquera d'un avion, d'un bateau, d'un train ou d'une limousine sans qu'elle palabre et flagone.

Mais quand une note un peu discordante vient troubler l'écurage ensemble de la médiocrité, quand un cri de courage et de révolte retentit, ne la cherchez plus ; cette bavade est muette !

Comme toutes les prostituées il lui faut passer par la préfecture, où on délivre carte et consignes.

L'article sur le ténor argentin se fera un peu plus dithyrambique, on tirera en longueur sur les détails de la nuit de noces du dernier richissime, ou sur la dernière loupérie des zazous de Saint-Germain-des-Prés; et on fera silence sur les mondialistes qui chaque jour sont arrêtés place du Palais de Chaillot, pour réclamer de l'O.N.U. autre chose que des discours ; on étoufferà la protestation de cet Espagnol venu crier aux U.S.A. le crime d'avoir reconnu Franco.

Deux jours durant, sans nourriture et dans le vain espoir d'attirer l'attention des hommes, il parcourt ce Paris, qui fut celui de la Commune ! pour tomber d'épuisement place de la Concorde, dans l'indifférence générale.

Voici le tableau :

L'O.N.U. BAVARDE !

CEUX QUI RESTENT DES HOMMES PROTESTENT !

LA PRESSE SE TAIT !

Ne briserons-nous pas le rideau de fer de la lâcheté et du mensonge.

M. LAISANT.

... Nos propres généraux !

L'UNION NATIONALE se rétablit enfin en France. Tout le monde, ou presque, est pour une fois, d'accord : Généraux, mercantils, banquiers, curés, avocats, sans compter les égarés du P.C.F. et du R.P.F., le pays tout entier se prononce contre le réarmement de l'Allemagne, contre la venue à Paris de « Adenauer le Nazi », contre la présence à ses côtés du cynique général Speidel », ancien mercenaire du Grand Reich.

Rassurons les inquiets : la Fédération anarchiste est également « contre le réarmement » de l'Allemagne, contre Adenauer, contre Speidel. Mais, évidemment, notre manière d'être n'est pas celle des fervents de l'Union Nationale retrouvée.

Pour nous, le réarmement de n'importe quel pays est à combattre, y compris le réarmement français. De même, nous ne pensons pas que les hommes d'Etat de Bonn puissent être considérés comme plus assoiffés de sang que les autres hommes d'Etats, d'une nationalité quelconque. Un Speidel, de plus, vaut bien un De Latre, un Eisenhower ou un Rokosowski, si l'on en juge par leurs activités. Mais il y a plus : selon nous, un peuple en vaut un autre et précisément, voilà ce que les patriotes « bouffeurs de boches » et réactionnaires déclarés, tentent de laisser ignorer au peuple de France.

(Suite page 4, col. 5.)

LA PAIX PAR LE COMMERCE

Les affaires sont les affaires

LE 20 novembre 1951, à Toledo (Ohio), s'est produit un fait important dont la portée est considérable : une nouvelle ligne de force de la politique internationale s'est révélée aux observateurs. Les rapports Est-Ouest peuvent, sur le plan économique et politique, en subir orientation particulière.

Charles Wilson, réactionnaire déclaré, tout-puissant directeur de la mobilisation industrielle américaine, est, en effet, passé aux aveux, dévoilant les intentions de Wall Street opposées à celle de la Maison-Blanche.

Wilson s'est fait, d'une manière explicite, l'avocat du rapprochement Est-Ouest par le rétablissement des échanges commerciaux. Pour Wall Street et son porte-parole « les affaires sont les affaires » et il semble bien que chez les grands financiers américains se soit fait jour la crainte que la guerre ait cessé de payer. D'où la thèse : la paix par les investissements, qui rallie en ce moment les plus considérables des business d'outre-Atlantique. Toute la presse américaine lue par les financiers « marquants » s'est d'ailleurs empressée de faire état de cette tendance et « Wall Street Journal », « U. S. News and World Report » y ont consacré leurs colonnes.

Une telle attitude est bien faite pour combler, d'ailleurs, les désirs manifestés par les porte-parole du bloc russe, La session de Vienne du récent Conseil Mondial de la Paix a fait une large place à l'expression du point de vue « collaborationniste ». De même, la tenue prochaine à Berlin d'une conférence d'industriels partisans des « Rapports économiques Est-Ouest », sous patronage stalinien, ne laisse pas d'être significative.

De part et d'autre, donc, un véritable plan de « Paix par le commerce » se précise à travers les discours, les écrits et les actes, des clans dirigeants des deux blocs.

Cependant, si la politique stalinienne s'avère toujours monolithique, on aurait tort de croire que les intérêts américains sont unifiés : Wall Street se trouve souvent, et de plus en plus, en opposition avec la Maison-Blanche. Achezon n'est pas Baruch et une subtile différenciation entre la politique du Capital et de l'Etat américain s'opère visiblement.

Charles DEVANCON.

Les amis honteux de Franco

A discussion de politique étrangère qui s'est instaurée à l'Assemblée Nationale à propos du budget de M. Robert Schuman n'a été « qu'un digest ».

Un des orateurs les plus prolixes de la matinée fut certainement M. Guy Petit, paysan, qui, une fois de plus, a réclamé l'entrée de l'Espagne franquiste dans le système atlantique.

— Nous n'avons pas à tenir compte du régime, a-t-il affirmé. Il n'est pas de stratégie méditerranéenne possible sans l'Espagne.

M. Robert Schuman a répondu que depuis cette année, les relations diplomatiques normales étaient rétablies avec l'Espagne.

— Aucun autre problème ne pose pour l'instant, a-t-il ajouté. Si M. Guy Petit pense que des contingents espagnols doivent participer à la défense de l'Occident, il pourra faire valoir son point de vue au cours du débat sur l'armée européenne qui aura lieu en décembre.

Comme quoi les réactionnaires n'oublient pas leurs petits copains. D'autant que ceux-ci ont tout un pays « en mains ».

Mais les travailleurs ont les Petits et les Schuman à l'œil. Ces derniers feraient bien, même à l'Assemblée Nationale, en pleine séance quasi-confidentielle, de s'en souvenir.

La mémoire, quant à nous, ne nous fera pas défaut.

Révolte et Révolution

J'ai lu tout récemment un très vieux livre : « La servitude volontaire » (ou « contre un ») d'Ettiene de la Boétie. J'en retiens quelques idées directement utilisables par nous autres anarchistes.

Selon La Boétie, la formule de la tyrannie est pyramidale, c'est-à-dire que les tyans tiennent le peuple, par l'intermédiaire d'une caste de tyrans qui elles-mêmes sont une république hiérarchisée de professeurs intéressés à la conservation du régime. A la limite, c'est le peuple entier qui s'imagine bénéficier de l'état de chose existant, et La Boétie nomme « servitude volontaire » cette complicité inconsciente qui lie les exploités à leurs maîtres.

Certes, on ne peut pas dire en 1951, que le peuple accepte sa misère. Mais je prétends que trop souvent les protestations émises ne touchent pas l'essentiel. En dehors de la révolte libertaire, je ne vois que revendications partielles ou déviées, quand ce n'est pas l'apathie la plus complète. Nos maîtres ont su élargir la base de leur clientèle, et il n'est pas douteux que les « classes moyennes » constituent aujourd'hui une force essentiellement réactionnaire. Ils ont su aussi se concilier les traits de la classe ouvrière, les grands patrons du syndicalisme, aujourd'hui fourrés dans les jupes des bourgeois plus souvent qu'à l'usage. Enfin, la grande trahison de notre temps est celle des « partis ouvriers », qui mettent au service de politiques impérialistes et tyramiques l'élan révolutionnaire des masses. Voilà la formule moderne de la servitude volontaire.

LA PHALANGE, NOUS VOICI...

Le fascisme affirme ses positions. Il n'est, pour le constater, que de se reporter en Italie, à Rome plus précisément, où un de nos jeunes camarades, de Luisi, est traduit devant la cour d'assises de cette ville pour avoir voulu attaquer à la bombe le représentant de Franco. L'attentat n'a du reste pas réussi (malheureusement), mais selon le code mussolinien, toujours en vigueur « la tentative équivaut à la consommation ». Sans commentaire.

Ne discutons pas ici de la valeur ou de l'efficacité de l'acte du camarade italien ; tel n'est pas le but de cet article. Nous, nous tenons tout simplement à insister sur le fait suivant : de plus en plus, les jeunes communistes contre les révolutionnaires antifascistes seront sévères. Alors qu'en octobre 1950, le verdict du tribunal de Gênes contre trois camarades, Bustico, Luchi et Mancuso était relativement modéré, considérant la gravité de l'action entreprise, selon l'optique bourgeoise naturellement ! (succage de la légation d'Espagne, archives arrosées d'essence, grenade déposée et drapeau noir hissé sur la légation), il semble cette fois que les juges de M. de Gasperi seront absolument intraitables.

Cela ne nous étonne pas. Comme nous le disions au début, le fascisme affirme ses positions et on peut tenté pour assurer que l'impossible sera fait par la « justice » démocrate-chrétienne pour faire plaisir au conférencier en saineté, Franco. A cette occasion, constatons une fois de plus la veulerie des démocrates (sic) occidentales, qui, par anticommunisme formel, passent dans le camp fasciste avec armes et bagages (ce qui donne raison à l'argument slameur : celui qui n'est pas communiste est fasciste).

Un général nazi comme Ramke, par exemple, est libéré avec félicitations.

Mais un jeune, manifestant contre le césar de carnaval madrilène, est arrêté et traduit en jugement. Et dire que Benito a été pendu par les pieds.... Toujours pressés, ces antifascistes !

Fédération Anarchiste

La Vie des Groupes

1^{re} REGION
LILLE. — Pour le Service de librairie, écrire ou voir Georges Laureyns, 80, rue Francisco-Ferrer à Fives-Lille (Nord).

BELGIQUE — Pour tous renseignements s'adresser à Absil André, 5, rue Thomeux, à Flémalle-Grande-Liège.

2^{re} REGION
PARIS XIX^e (BERNER). — Les réunions du groupe ont lieu tous les mercredis au local habituel.

Pour les nouveaux ou sympathisants, se renseigner au siège qui transmettra.

PARIS-NORD (Ascaso-Durruti). — Permanence à la vente du « Lib » tous les dimanches de 11 heures à 12 h. 30, au carrefour Trébous-Barbusse (Levallois).

SACCO-VANZETTI : Réunion le 30, local habituel.

ASNIERES. — Réunions le 2^e et le 4^e mercredi de chaque mois à 21 heures, Salle du Centre Administratif.

AIX-LES-BAINS-POIS — Réunion tous les vendredis à 20 h. 30 précises Café du Petit Cyane, Place des Vignes-Blanches.

CLAMART. — Pour adhésion, les camarades sympathisants sont priés d'écrire 15, quai de Valmy, qui transmettra au responsable local.

SAINT-DENIS. — Réunion de groupe tous les vendredis à 20 h. 45 au café Pierre. 51, Bd Jules-Guesde.

Les sympathisants sont cordialement invités.

SAINT-OUEN. — Réunion du groupe tous les mardis, à 21 heures, au café de la Mairie, place de la République. Les sympathisants sont cordialement invités.

YONNE. — Les camarades libertaires et sympathisants sont invités à se mettre en relations avec L. Valero, à Vincelles (Yonne).

3^{re} REGION

REIMS. — Réunion tous les lundis, à 20 h. 30, au local de la Bibliothèque. Palais des cotisations, renseignements, adhésions. Service de librairie le dimanche, de 9 h. à 12 h., au marché Jean-Jaures, face à l'Eden Cinéma.

EPERNAY. — S'adresser à Jacqueline Pierre, chemin des Vignes-Blanches, Epernay (Marne).

4^{re} REGION

LORIENT. — Libertaires et sympathisants. Pour renseignement : tous les jeudis, de 18 h. à 19 h. 45, café Bozec, quai des Indes.

7^{re} REGION

CUSSET-VICHY. — Les camarades sympathisants de l'Aile sont cordialement invités à se mettre en relations avec H. Terroire, route de Molles, Cusset.

CLERMONT-FERRAND. — Tous les camarades et militants de la 7^{re} région sont fraternellement invités à assister à la réunion régionale de fin d'année, qui se tient

LECTEURS

A partir du 1^{er} décembre, le tarif d'abonnement est établi comme suit :

FRANCE ET COLONIES
1 an : 1.000 fr. — 6 mois : 500 fr.

AUTRES PAYS
1 an : 1.250 fr. — 6 mois : 625 fr.

Pour changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

Pour supprimer la servitude, nous devons briser les réflexes de la servitude volontaire. C'est dire que la révolution ne se fera que si nous répandons l'esprit de révolte intégrale. La lutte pour des objectifs limités est nécessaire, mais il ne faut jamais perdre de vue l'objectif final qui est la suppression de toutes les servitudes et l'épanouissement de la vie sous toutes ses formes. La révolution ouverte va l'ouvrier se contente de ré-

J. COSEC.

damer un logis et de la nourriture. Il a droit au bonheur, à la beauté, à la culture, à la dignité. Notre révolte libertaire déjoue les artifices de la servitude volontaire. Une bouchée de pain lancée comme à un chien ne fera pas de nous les complices de la tyrannie. Sur cette conception de la révolte intégrale reposent, si me semble, les chances du mouvement libertaire.

O N'a pas assez souligné, et ce ne sont certes pas les journaux capitalistes qui l'auraient fait, la véritable signification des manifestations qui ont marqué la journée du 9 novembre. L'ampleur du mouvement et sa résistance même dans les limites qu'il s'était tracées sont un enseignement. Que le Syndicat national des Instituteurs, en dehors de tout esprit revendicatif, et par esprit démocratique soit organisé et réalisé une action de grande envergure, voilà qui est bien fait pour montrer le chemin à tous les ouvriers déçus par un syndicalisme réformiste ou stal-

linien.

Tout le pays fut mis en demeure de se rendre compte qu'il y avait une école

laïque avec un personnel agissant et conscient de ses responsabilités, et des lois qui tentaient de tuer cette école laïque. A Lyon, toutes les écoles étaient visitées par les responsables syndicaux, des réunions d'information étaient organisées dans tous les quartiers de Lyon et dans les chefs-lieux de canton de la

région lyonnaise. Le 9 novembre, après un meeting qui se tenait à la Bourse du travail, les manifestants, trompant la vigilance policière, conspuiaient le préfet et intervenaient auprès des journaux locaux. A Nantes, 1.100 instituteurs étaient réunis à la Bourse du Travail et pour la première fois dans les annales syndicales du département, défilèrent dans les rues de la ville. Mais il faudrait citer toutes les grandes villes de province. Le Havre, Bordeaux, Marseille, Laon, Quimper, Brest, Morlaix qui connaissaient une grève quasi totale du personnel enseignant et une grande activité de protestation. Un exemple typique et bien fait pour effacer cette idée d'un Français désormais mort à tout mouvement social.

A Tours, devant l'importance de l'auditoire, la réunion doit se transporter du Foyer laïque, trop petit, dans une des grandes salles de l'Hôtel de Ville. Ce n'est pas à l'un quelconque de nos partenaires en quête de siège qu'une telle tranchée.

Justice est faite.

Fraternellement :

Jean-Louis BEDOUIN.
Jean SCHUSTER.

tion directe éveillent au sein des masses beaucoup plus d'intérêt que les stériles formulés d'action trop longtemps pratiqués par les directions syndicales, et que cette action directe n'a pas été réalisée que grâce à la cohésion d'un syndicat resté autonome. Le 9 novembre, le Syndicat National des Instituteurs a donné une leçon aux ouvriers et un avertissement au gouvernement.

Adrien LAURENT.

UNE MOTION digne d'intérêt

E renouvellement du bureau du Syndicat national des Instituteurs prend une importance particulière en raison de la situation présente. Parmi les motions présentées par les divers listes, la motion « Ecole émancipée » nous semble digne d'intérêt.

« En pleine régression sociale,

« Le pouvoir d'achat des salariés ne cesse de s'affaiblir.... Une politique d'armement à outrance est rigoureusement incompatible avec une augmentation du pouvoir d'achat de l'ensemble des travailleurs.... Une telle politique signifie que toutes les conquêtes sociales sont menacées, que toutes les améliorations dues à l'action syndicale seront remises en question. La lutte des classes n'est pas une vaincre mais une réalité permanente ».

« Laïcité : monnaie d'échange,

« Cette offensive générale menée par le patronat et les gouvernements qui gèrent l'Etat bourgeois ne pouvait laisser l'Eglise indifférente. Son soutien, indispensable à être recherché.... La laïcité et l'éducation sont les deux piliers de l'opposition. Donnons donc la laïcité. La bourgeoisie, même sur toutes les planches une contre-offensive coordonnée. La lutte est d'autant plus facile pour elle que la classe ouvrière ne lui oppose plus un front uni et résolu, mais des centrales multiples, affaiblies et rivales ».

« Contre l'esprit de catégorie,

« Ouvrier encore plus l'éventualité hierachique opposait les jeunes aux anciens : créer des « grades », les adjoints aux directeurs ; maintenir les zones de salaires, les ruraux aux citadins. Nous sommes profondément convaincus que la nocivité d'une politique catégoriste ».

« Revalorisation, minimum vital et échelle mobile,

« Garantir la stabilité du pouvoir d'achat par l'adaptation automatique des salaires, traitements et retraites au coût de la vie aurait dû depuis longtemps susciter une attitude coordonnée des diverses organisations syndicales. Les enseignants « autonomes » se doivent de participer au combat de tous les travailleurs pour la revalorisation ».

« Le combat pour la paix,

« Toute la situation est dominée par la préparation à la guerre. Une véritable action pour la paix ne peut se mener qu'en toute indépendance à l'égard des deux blocs qui se sont constitués autour de l'URSS et des U.S.A.

« Ni pour le bloc occidental, ni pour le bloc oriental, parce que les blocs c'est la guerre ».

CHEZ LES AUTRES...

(Suite de la 1^{re} page)

C'est, bien entendu, l'ineffable Benazet.

Et quand je dis qu'on le donne en mille, on paiera plutôt pour en être débarrassé.

Et savez-vous pourquoi le triste pitre de « L'Aurore » s'en prend à chose Star ?

« Hier encore, à La Haye, le ministre de la Guerre, avant de gagner Rome, n'a-t-il pas déclaré que la Hollande réclamait un délai, jusqu'à 1954 ? Pourquoi pas, tant qu'il y était, jusqu'à l'an 2000 ?

« Voyons, Monsieur Cornelis Staf, seriez-vous un humoriste qui s'ignore ?

« Ce n'est pas dans trois ans que le général Eisenhower attend l'enrôlement de vos soldats bataves. Mais tout de suite !

Alors quoi, peut pas laisser colosser celui-là ! Il ferait beau voir. Benazet veille. Benazet morigène. Benazet comprend la plaisanterie mais il veut ses divisions. Benazet tampon dans l'âme larbine pour Eisenhower. Benazet se conduit en benazet.

— C'est même rare de voir un journaliste benazeter à ce point.

— On devrait l'embaumer parce que, s'il venait à mourir, on n'en trouverait pas un autre aussi beau que lui.

— On devrait l'embaumer de préférence tout de suite.

— Et quand je dis l'embaumer... un Benazet ça s'empaille, tout au plus.

R. CAVAN.

ATTENTION !

Le groupe d'auto-défense de la F.A. communique une mise en garde à tous les groupes de province :

Un individu se faisant appeler



René Lieury a tenté à maintes reprises d'abuser de la solidarité de camarades français et espagnols de La Rochelle, Bordeaux, Paris, Toulouse, Carcassonne et Béziers.

Le recevoir comme il se doit...

Esperantistes Anarchistes

Les camarades qui s'intéressent à l'Esperanto ne doivent pas ignorer l'existence de notre bulletin mensuel : « Semestano ».

Pour tous renseignements concernant la France, s'adresser à Etienne Guillemau, 55, rue de la Pomme, Toulouse. Abonnement un an : 200 fr. C. C. P. 387-67 à Toulouse.

Si ce journal te plaît

DIFFUSE-LE !

LE MAQUIS des salaires

DANS Le Libertaire n° 286 du 26 octobre 1951, notre article intitulé « Les conditions du combat » faisait appel aux travailleurs syndiqués pour qu'ils exigent plus de clarté dans la question des salaires. Nous pensons et nous pensons toujours que l'unité ouvrière sera un valable moyen pour que les travailleurs ne sauront point ce qu'ils gagnent les uns et les autres, tant qu'ils ne seront pas informés mutuellement sur leurs salaires, sur leurs statuts particuliers, sur leurs retraites, sur leurs congés payés, sur leurs régimes de sécurité sociale, etc... Il faut que le maître cache exactement ce que gagne son camarade métallurgiste, ou son camarade des cuirs et peaux. Il faut que l'employé de commerce cache ce que gagne son camarade de la fonction publique, que son camarade cheminot ou son camarade de la marine marchande. Il faut que l'ouvrier agricole cache ce que gagne son camarade de l'industrie. Et il appartient aux syndicats de fournir de telles informations. Si, par exemple, l'ouvrier du livre touche un dessous de table qui ne figure pas dans sa feuille de paie, il faut que son camarade cheminot le sache ou bien son camarade docker. En un mot, il faut que la clarté règne et non point le camouflage. Quand ces exigences seront satisfaites, les conditions matérielles de l'unité seront remplies et l'unité consistera pour chaque travailleur à aider le travailleur d'une profession moins favorisée ou à rattraper une profession plus en avance. Nous pourrons parler de solidarité ouvrière, de combats et de victoires, nous pourrons en somme parler syndicalisme.

C'est donc avec satisfaction que nous avons pu lire dans « Force Ouvrière » du 15 novembre, un article de Bothereau sur le « Complex des salaires » dont nous rapportons ici quelques passages essentiels :

« Le problème des salaires, écrit Bothereau, même isolé de celui des prix et considéré seulement dans la répartition qui est faite de la masse salariale, est à lui seul un énorme complexe, dans les formes multiples que la salaire revêt aujourd'hui : salaires directs, salaires indirects, salaires affectés, salaires différenciés, statuts multiples des catégories professionnelles ; sans oublier les écarts de zones et les éventuels hiérarchiques. Encore faut-il considérer les différents états introduits par la législation dans les modes de fixation des salaires et qui montrent que ne sont pas régis de même façon les salaires interprofessionnels garantis et les salaires réels. »

« Il n'en reste pas moins que la ventilation des salaires à l'intérieur de la masse salariale ne peut être considérée comme définitive dans son état actuel. Il est évident que c'est aux organisations syndicales examinées en leur sein ce problème, d'arrêter leurs propres conceptions. Il n'est pas de leur intérêt et il n'est pas dans la logique que la répartition entre salariés échappe à leurs vues et à leur contrôle. Il est, sans quoi, bien trop facile aux dispensateurs de cette manne d'en jouer pour opposer les unes aux autres les diverses catégories de salariés... »

Bothereau estime ensuite que cette question des salaires doit être serrée de près car : « la complexité même du système salarial, l'évolution des événements nous poussent dans cette voie. Sans doute ne sera-t-il pas facile à résoudre, en soi, ce problème, d'arrêter leurs propres conceptions. Il n'est pas de leur intérêt et il n'est pas dans la logique que la répartition entre salariés échappe à leurs vues et à leur contrôle. Il est, sans quoi, bien trop facile aux dispensateurs de cette manne d'en jouer pour opposer les unes aux autres les diverses catégories de salariés... »

Bothereau fait preuve de lucidité et écrit : « Si d'ailleurs l'évoque cela (le problème des salaires), ce n'est pas tant en raison de la proximité du C.C.N. qu'en raison de ce que nous avons nettement senti dans les débats du Conseil économique à propos de l'échelle mobile. »

« Certes, bien que battus dans nos propositions, nous avons marqué un point. Les adversaires de notre thèse n'ont pu nier que l'échelle mobile soit un moyen auquel il peut être fait recours. Mais ils ont pu jouer de certaines confusions entre intérêts de catégories salariales pour en écarter pratiquement l'idée de son application au minimum garanti. Nous serions des sots si cette expérience ne nous servait de leçon. »

Nul doute là-dessus, la tâche de clarification ne se fera pas en un jour, mais elle est nécessaire pour combattre efficacement le patronat. Des camarades ouvriers doivent sans cesse garder leurs intérêts en jouant aux maquisards en ce qui concerne les salaires, ces camarades commettent la une lourde erreur sur le plan syndical car le syndicat ne saurait s'accommoder du « débrouillage » particulier sous peine de perdre sa raison d'être. Toutefois, et il faut le dire, ce sont surtout les dirigeants syndicaux (y compris Bothereau) qui sont les grands responsables de l'état actuel des choses. Après ces mots, Bothereau, nous attendons vos actes. »

LES MENACES contre la Sécurité Sociale CONTINUENT...

Le 28 juin 1884, la loi créait des sociétés de secours ministères pour couvrir le risque maladie, l'assurance vieillesse, la gratuité des soins médicaux et produits pharmaceutiques. Après cinquante années de luttes contre la misère et les risques de la mine, les gueules noires se trouvaient ainsi, en 1884, officiellement à l'origine d'une conquête importante : la Sécurité sociale.

Par décret du 3 octobre 1951, le ministre Louvel instaurant le ticket modérateur (participation de 15 % sur le montant des frais) s'attaque directement à la gratuité des produits pharmaceutiques légalement reconnus depuis 57 ans ! Seule la grève des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais ramène le ministre de la Sécurité sociale, une fois de plus, au gain de cause et Louvel, le 16 novembre, met les pouces et remanie son décret impécile.

Les mineurs, qui versent 10 % de leurs salaires en cotisations, alors que les autres travailleurs versent 6 % estiment, avec juste raison, que ce n'est pas à eux de combler, même partiellement, le trou de 56 milliards des caisses de Sécurité sociale. Et c'est vrai, les 56 milliards manquants pourraient être trouvés ailleurs que dans la poche des salariés. Les travailleurs savent que 400 milliards de cotisations sont dues par les patrons et 30 milliards par l'État. Ils savent aussi que l'allocation temporaire aux vieux, les prestations aux étudiants, le financement partiel du régime agricole, l'entretien et l'équipement des hôpitaux qui, logiquement, devraient figurer aux budgets de l'Etat et des collectivités locales, trouvent leurs ressources dans les caisses de la Sécurité sociale alimentées par les salariés. Sachant tout cela, les travailleurs qui cotisent pensent que les prestations pourraient, par contre, être élargies et couvrir tous les risques.

Le gouvernement, au contraire, partisan de la politique d'austérité pour tout ce qui concerne les exploités, songe à réduire la masse des prestations tout en augmentant le taux des cotisations. Le mauvais coup de Louvel contre les mineurs prépare d'autres mauvais coups dirigés, cette fois, contre l'ensemble des travailleurs. N'est-il pas déjà question de procéder, au moyen de décrets-lois semblables à celui du 3 octobre dernier, et de supprimer le remboursement des frais et prestations journalières pour les malades entraînant un arrêt de travail inférieur à quinze jours ? C'est ce qu'on appelle, en haut lieu, réorganisation de la Sécurité sociale !

Mais cela n'est pas pour nous surprendre. Les menaces contre la Sécurité sociale dureront, sous une forme ou sous une autre, tant que la gestion des caisses ne sera pas entre les mains des travailleurs. Car ce n'est pas un hasard si la Sécurité sociale des travailleurs est remise en question par le gouvernement. Ce n'est pas un hasard si la Sécurité sociale ministérienne instaurée en 1947 et placée sous le contrôle de l'Etat, est financièrement en difficulté alors qu'elle

Serge NINN.

LE COMBAT OUVRIER

LES LICENCIEMENTS MASSIFS

Ces temps derniers la vague des licenciements massifs n'a fait que s'accélérer entraînant dans son ressac le gagné-pain de milliers d'ouvriers vus de ce fait au chômage.

Il ne suffit donc plus que nous payions de notre labeur et de notre misère les superprofits du patronat, il veut à présent nous entraîner dans sa faillite. A cela nous répondons : non ! comme l'ont fait avec force les camarades de chez « Salomon ».

Que s'est-il passé chez « Salomon » ? La direction de cette importante entreprise d'automobiles se trouvant en « difficultés », a décidé de déposer son bilan, de fermer l'usine. Soit envoyer à la « pêche » les 1.600 travailleurs composant son personnel. Et ceci sans leur régler leur passe. Soit au total une quarantaine de millions ! Aussitôt, oubliant leurs divergences passées, les ouvriers ont fait savoir qu'ils refusaient de se voir réduits au chômage et qu'ils exigeaient que leurs salaires leur soient payés.

La fermeture devait être effective le 12 novembre. Mais les ouvriers firent savoir par leur comité de défense qu'il y avait des travailleurs présents, le 12, à leurs postes de travail et que, puisqu'il y avait des commandes et de quoi les exécuter, ils travailleront. On sait la suite, le 12 novembre, au petit matin, les fils occupant l'usine, chassaient les piques de vigilance et rendaient par la force, toute l'entière gestionnaire de la part des ouvriers, impossible. Car il faut le dire : Salomon pouvait tourner ! Et sans l'épreuve de force de la police les travailleurs de cette usine étaient sur le point de montrer à ceux qui ne veulent le croire, que, les capacités gestionnaires de la classe ouvrière ne sont pas toujours un mythe. Mais côté patronat, l'affaire fut menée rondement, ayant sans doute encore présentes à la mémoire les démonstrations des travailleurs de chez Berliet.

Le 14 novembre, le Tribunal de Commerce a ordonné la mise en liquidation judiciaire de l'usine Salomon.

Contrairement à ce que nous annoncions au sujet de la grève du Livre, à Marseille, il ressort que le journal « La Marseillaise » a été autorisé par le Syndicat du Livre à continuer sa publication. Le journal ayant donné immédiatement satisfaction à son personnel, il est normal que son impression ait lieu à Nice, la police sur ordre du Préfet, occupant ses locaux à Marseille. (Corresp.)

Dans le Midi

Contrairement à ce que nous annoncions au sujet de la grève du Livre, à Marseille, il ressort que le journal « La Marseillaise » a été autorisé par le Syndicat du Livre à continuer sa publication. Le journal ayant donné immédiatement satisfaction à son personnel, il est normal que son impression ait lieu à Nice, la police sur ordre du Préfet, occupant ses locaux à Marseille. (Corresp.)

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

A la Commission Supérieure
des Conventions Collectives

La misère reste à la porte !

DÉPUIS un certain temps, les feuilles syndicales faisaient grand bruit autour de la convocation d'une réunion de la Commission supérieure des Conventions collectives. On allait voir ce qu'on allait voir...

Or, le 21 novembre, à 15 heures, la commission en question s'est réunie au Ministère du Travail. Depuis, silence complet des spécialistes de la « chose » syndicale. Que s'est-il passé ?

« Le Peuple », organe officiel de la C.G.T., n'apprend là-dessus pas grand chose à ses lecteurs. On lit ceci :

De nombreuses délégations de travailleurs se sont succédé place Fontenoy, dans les locaux du Ministère, pour réclamer un nouveau salaire minimum garanti et l'échelle mobile.

Lors de cette première réunion, par 18 voix contre 15, toutes les organisations syndicales ont demandé que soit rapidement mis en discussion le calcul du nouveau salaire minimum garanti. La date du 1er décembre aurait été fixée.

C'est tout !

Tout va donc très bien, n'est-ce pas ? Les porte-parole du peuple confrontent leurs opinions (?) après avoir souligné toute l'importance de la confrontation. Le gouvernement, par la voie de ses représentants les plus qualifiés, pèore sur la justice et la liberté. Résultat ? Le parent pauvre qu'est le travailleur du bas de l'échelle hiérarchique reste à la porte, ouverte de tout ce beau monde de gens affairés !

Qui se soucie encore du salaire de base ? Qui parle encore d'échelle mobile ? Qui, aujourd'hui, peut encore prétendre que la solution réside dans les pourparlers des « sommets » syndicaux et gouvernementaux ? Toujours les mêmes !

Mais c'est à la base qu'il appartient d'exiger un peu plus d'attention de la part des « responsables » ! Le temps est passé où l'on pouvait espérer quelque chose des conversations entre féodaux du monde du travail et seigneurs du monde politique !

Les 28.000 francs d'un nouveau minimum vital garanti ? L'action directe peut les arracher. ET VITE !

C. LERINS.

functionnait d'une manière satisfaisante quand des administrateurs ouvriers gagnaient les caisses de secours que les mineurs avaient enlevées de haute lutte aux compagnies minières en 1920.

Contre les menaces à venir les travailleurs doivent se préparer à l'action. Contre les atteintes portées à leur sécurité ils doivent œuvrer pour obtenir la gratuité des soins médicaux et produits pharmaceutiques. Ils doivent œuvrer pour que les caisses partent en leur nom. La Sécurité sociale est un domaine où peut s'exercer la gestion ouvrière et où la gestion ouvrière s'est montrée historiquement plus efficace que la gestion étatique ou simili-étatique.

Quelques personnes, et ceci sans leur entretien.

En outre, une commande de pièces détachées pour une valeur de 55 millions de francs est en cours d'exécution pour la construction d'un stock d'échange — réparations nécessaires par l'intensité — d'urgence nationale — du trafic.

« La contrevaleur de ces commandes a pu, dans l'intérêt réciproque des deux parties, être effectuée en charbon et non en espèces, ce qui est évidemment

L'UNION nationale, le regroupement de tous les « honnêtes gens » sous les plis du drapeau français, l'avènement de la « nation unanime », toutes les explosions patriotiques ont un sens commun : il s'agit de la réconciliation entre les exploiteurs et les exploités, entre les mercantils, les curés, les bourgeois et les travailleurs.

Le mot d'ordre d'Union nationale repartait périodiquement lorsque se préparait une mobilisation « de la nation » au profit de la guerre, des capitalistes, des politiciens véreux. Les « adversaires » farouches de la veille se muent en fraternels partenaires au sein d'une Union sacrée. Cela s'est vu en 1914, et en 1939 tous les partis ont recommencé l'éternelle comédie. Or, en 1951, voilà que certains

veulent remettre cela !

De Gaulle rassemble « le peuple » sous la houlette des patrons et des curés.

Chrétiens et socialistes s'emploient, en compagnie des radicaux, à souder l'union des forces saines de la nation : il s'agit encore d'attirer les travailleurs dans l'imposture. Le P.C.F. de son côté, tente de battre tous les records et bat rageusement le rappel patriote : contre les méchants étrangers, unissons-nous avec nos patrons honnêtes, nos curés consciens, nos politiciens à gages « pas-staliniens-mais... ». Le slogan du gouvernement d'union nationale reprend de l'ancien Diesel à combustion totale instantanée.

« C'est l'organisation gouvernementale Motozbyt qui a signé les contrats. »

Et ainsi de suite. Mais le jugement

STALINIENS ET COMMERCANTS

DANS les Cahiers du Communisme de septembre 1951, les staliniens se placent nettement à l'avant-garde des classes moyennes. Voici, entre autres, ce qu'ils revendent en faveur des commerçants :

« 1^e Une réforme fiscale comportant : a) l'institution d'un abattement à la base égal au minimum vital, abattement majoré de 50 % au cas où le conjoint est employé d'une façon permanente dans l'entreprise; b) la suppression de la patente; c) la suppression des droits de succession en ligne directe et entre époux; d) la suppression des pénalités automatiques en cas de retard dans le paiement des impôts; e) la suppression du contrôle polyvalent; f) la création de véritables commissions paritaires chargées d'examiner la situation des contribuables de bonne foi. Ce qui évi-

terait de nombreuses poursuites et saisies;

« 2^e Pas d'augmentation des impôts pour les petits et moyens contribuables.

« A cela s'ajoutent les revendications de chaque catégorie de classes moyennes. »

« C'est ainsi, par exemple, que les commerçants et artisans réclament : 1^e l'institution de la propriété commerciale intégrale; 2^e l'accès des petites et moyennes entreprises à des formes appropriées de crédit à court et à moyen terme; 3^e la suppression de ce qu'ils appellent « les circuits paracommerciaux » et l'égalité du produit devant l'impôt; 4^e le développement de l'activité économique et du pouvoir d'achat par l'institution de l'échelle mobile. »

La résolution du 5^e Congrès du P.C.F. (juin 1952) qui disait : « Battaché à un mode de production rétrograde, la majeure partie des classes moyennes est condamnée à disparaître » ne figure pas bien entendu, dans les Cahiers du Communisme de septembre 1951. Rétrogrades, en effet, les staliniens sont dans la logique lorsqu'ils se font les champions de la cause des commerçants. Cette logique n'a rien de commun avec la cause ouvrière ni avec le communisme révolutionnaire.

COREE

(Suite de la 1^e page)

locale qui leur a donné tous les enseignements nécessaires à de futures empoignades. Les Coréens viennent de payer cher ce premier essai des deux monstres impérialistes.

Ces derniers laissent derrière eux une terre brûlée, un peuple atrocement mutilé. Et cependant les causes subsistent dans toute leur intégrité. Ces causes sont deux pouvoirs décidés à s'imposer brutallement, deux tyranies rivales : capitalisme exploiteur américain d'une part, technocratie russe non moins exploiteuse d'autre part. Les Coréens ont payé les premiers leur tribut aux dieux. Maintenant, à qui le tour ?

DE GAULLE

(Suite de la 1^e page)

tôt que tard — de Plevén, sera suivie de la constitution d'un gouvernement encore plus axé à droite, franchement réactionnaire, composé surtout des « Indépendants » et des « Paysans ». Mais l'impuissance de la nouvelle équipe

ne fera que favoriser la démagogie R.P.F.

L'heure du R.P.F. n'est donc pas encore venue. Mais viendra-t-elle jamais ?

Sans vouloir nous départir de notre vigilance, nous sommes amenés à penser que l'attentisme, s'il renforce la propagande du R.P.F. en lui donnant les avantages de l'opposition, peut nuire aussi à sa tension interne. Les militants, ses électeurs, peuvent se fatiguer à attendre trop longtemps.

Enfin, le R.P.F. n'a pas su ou voulu acquérir pleinement les caractères d'un parti totalitaire conquérant. Trop de ses élus, municipaux en particulier, sont des petits bourgeois assez timorés, et le R.P.F. vient encore d'accroître la représentation des parlementaires dans son Comité directeur.

Son paternalisme, ses références au militarisme traditionnel, sa composition, son souci de s'appuyer sur les classes moyennes, sur les épiciers et les marchands de bouchons, font de lui un souvenir du boulanger ou une mouture affadiée du P.S.F. de La Rocque, plutôt qu'un parti de style authentiquement fasciste.

Pas de peur excessive donc. Pour l'instant, la réaction classique est un danger autrement pressant.

Vigilance, sans plus.